



**Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/45/555  
15 octobre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session  
Point 57 a) de l'ordre du jour

**EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE CLOTURE DE LA DOUZIEME  
SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Campagne mondiale pour le désarmement

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 5	2
II. RAPPEL DES FAITS .....	6 - 7	2
III. EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITES DE LA CAMPAGNE EN 1989-1990 ET PROGRAMME D'ACTIVITES FUTURES .....	8 - 69	3
A. Documents d'information de l'ONU .....	16 - 28	4
B. Consultations, conférences, séminaires et formation	29 - 53	7
C. Activités spéciales .....	54 - 61	12
D. Programmes publicitaires .....	62 - 65	14
E. Bureaux extérieurs de l'Organisation des Nations Unies .....	66 - 69	15
IV. ASPECTS FINANCIERS DE LA CAMPAGNE MONDIALE POUR LE DESARMEMENT .....	70 - 76	16
V. EVALUATION DE LA CAMPAGNE MONDIALE POUR LE DESARMEMENT	77 - 101	17
A. Introduction .....	77 - 81	17
B. Principaux domaines d'activité .....	82 - 86	18
C. Evaluation .....	87 - 89	19
D. Perspectives et orientation .....	90 - 101	19
<u>Annexe.</u> Fonds d'affectation spéciale pour la Campagne mondiale pour le désarmement : état récapitulatif des recettes, des dépenses, des contributions annoncées et des ressources disponibles au 30 juin 1990 .....		23

249.

## I. INTRODUCTION

1. Par la résolution 44/117 A du 15 décembre 1989, intitulée "Campagne mondiale pour le désarmement", l'Assemblée générale a, entre autres dispositions, approuvé de nouveau "la manière ... dont le Secrétaire général avait orienté la Campagne mondiale pour le désarmement en vue d'assurer 'la diffusion la plus large possible d'informations, ainsi que le libre accès de tous les secteurs du public à une vaste gamme d'informations et d'opinions portant sur les questions relatives à la limitation des armements et au désarmement et sur les dangers que présentent tous les aspects de la course aux armements et de la guerre, en particulier de la guerre nucléaire'".

2. Au paragraphe 8 de cette résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa quarante-cinquième session, un rapport portant à la fois sur la façon dont les organismes des Nations Unies auraient exécuté en 1990 le programme d'activités de la Campagne mondiale pour le désarmement et sur le programme d'activités qu'ils envisageaient pour 1991.

3. Au paragraphe 9 de ladite résolution, l'Assemblée a prié également le Secrétaire général de faire le point des succès et des échecs de la Campagne mondiale pour le désarmement à ce jour et de lui présenter un bref rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session.

4. Le présent rapport est présenté comme suite à ces demandes. On trouvera aux sections III et IV une description des activités exécutées dans le cadre de la Campagne par le Département des affaires de désarmement et le Département de l'information depuis septembre 1989. Les activités envisagées pour 1991 sont énumérées, le cas échéant. La section V contient une évaluation de la Campagne, une description de ses succès et de ses échecs ainsi que des recommandations concernant les stratégies et l'orientation futures de la Campagne.

5. La section III du présent rapport est structurée de la même manière que les précédents rapports du Secrétaire général sur le déroulement de la Campagne. Les vues du Conseil consultatif pour les questions de désarmement concernant le déroulement de la Campagne figurent aux paragraphes 11 à 15. On se référera également au rapport du Secrétaire général sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (A/45/573).

## II. RAPPEL DES FAITS

6. Lancée le 7 juin 1982 à la suite d'une décision prise à l'unanimité par l'Assemblée générale, la Campagne mondiale pour le désarmement, qui se déroule sous les auspices de l'ONU, a trois objectifs essentiels : informer, éduquer et susciter la compréhension et l'appui du public concernant les objectifs des Nations Unies dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Le système des Nations Unies, les Etats Membres, et d'autres organes, notamment les organisations non gouvernementales, ont tous un rôle à jouer dans la réalisation des objectifs de

la Campagne. Celle-ci vise essentiellement cinq groupes : les représentants élus, les médias, les ONG, les milieux de l'enseignement et les instituts de recherche. Elle est menée dans toutes les régions du monde, de façon équilibrée, concrète et objective.

7. Depuis que la Campagne a été lancée, le Secrétaire général a présenté sur les activités du système des Nations Unies dans ce domaine les rapports suivants : A/37/548; A/38/349; A/39/492; A/40/443 et Add.1 et Add.1/Corr.1; A/41/554; A/S-15/9; A/42/543; A/43/642 et A/44/647. En ce qui concerne la Campagne mondiale pour le désarmement, l'Assemblée générale a adopté les résolutions suivantes : 37/100 H, I et J du 13 décembre 1982; 38/73 D et F du 15 décembre 1983; 39/63 A, D et J du 12 décembre 1984; 40/151 B et D du 16 décembre 1985; 41/60 A et B du 3 décembre 1986; 42/39 G du 30 novembre 1987; 43/76 C du 7 décembre 1988 et 44/117 A du 15 décembre 1989.

### III. EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITES DE LA CAMPAGNE EN 1989-1990 ET PROGRAMME D'ACTIVITES FUTURES

8. Comme les années passées, diverses méthodes ont été utilisées pour pouvoir mener la Campagne dans toutes les régions du monde tout en élaborant des projets axés sur les besoins particuliers des différents groupes cibles.

9. Certains Etats Membres se sont efforcés de promouvoir les objectifs de la Campagne en exécutant des projets individuels et/ou en coopérant avec l'ONU à la réalisation de son programme d'activités. Ainsi, certains Etats ont accueilli des réunions sur le désarmement parrainées par l'Organisation, ou pris eux-mêmes l'initiative de telles réunions; certains ont publié des brochures et des bulletins d'information consacrés au désarmement, et facilité la diffusion de documents d'information publiés sur ce sujet par l'ONU auprès des groupes cibles.

10. Les ONG, nationales comme internationales, ont continué d'appuyer la Campagne en lançant des activités et des projets dans ce cadre. On trouvera des informations communiquées par les ONG à ce sujet dans la section pertinente du bulletin de la Campagne, Désarmement.

11. L'une des fonctions du Conseil consultatif pour les questions de désarmement est de conseiller le Secrétaire général sur le déroulement de la Campagne mondiale pour le désarmement. A sa vingt et unième session, en juillet 1990, le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement et le Coordonnateur de la Campagne mondiale pour le désarmement ont fourni au Conseil consultatif pour les questions de désarmement des informations détaillées sur le déroulement des activités de la Campagne et sur les activités des centres régionaux. Le Conseil a aussi été saisi d'une évaluation des résultats de la Campagne depuis son lancement en 1982.

12. Dans leurs observations, les membres du Conseil ont notamment souligné l'intérêt des conférences et séminaires régionaux consacrés à certains aspects particuliers de la limitation des armements et du désarmement. On a estimé qu'il serait utile d'inciter les médias à participer plus largement aux activités de la Campagne et à la publication de divers documents concernant le désarmement dans les langues locales. On a aussi jugé que s'il était indiqué de passer des questions

générales à des questions plus spécifiques et de faire participer certains groupes, la nécessité d'atteindre le grand public n'en demeurait pas moins un objectif important.

13. Les membres du Conseil ont noté que le déroulement des activités de la Campagne continuait de se heurter à des difficultés financières.

14. Sur l'invitation du Conseil, des représentants du Comité spécial d'organisations non gouvernementales pour le désarmement, à l'Office des Nations Unies à Genève, et du Comité d'organisations non gouvernementales pour le désarmement, à New York, ont fait connaître leurs vues au Conseil. Dans leurs observations, ces représentants ont souligné que l'évolution de la conjoncture politique, en Europe surtout, se traduisait par l'émergence de nouvelles ONG. Cette nouvelle tendance obligeait à renforcer un réseau de communications avec ces ONG par les canaux de la Campagne mondiale pour le désarmement. Les représentants des ONG ont estimé que, dans le passé, l'organisation de conférences et séminaires régionaux avec la participation des ONG s'était révélée utile à cet égard.

15. Au cours de cet échange de vues, les membres du Conseil ont rendu hommage aux représentants pour les contributions apportées par la communauté des ONG à la limitation des armements et au désarmement ainsi que pour l'action qu'elle avait menée dans ce domaine. On a fait observer que l'intérêt qu'avait suscité le désarmement se portait à présent vers d'autres questions mondiales et qu'une plus grande coopération entre les ONG était donc nécessaire. On a aussi estimé qu'il conviendrait de mettre davantage l'accent sur la création d'une communauté d'ONG dans les pays en développement et sur leur participation aux diverses activités de la Campagne.

#### A. Documents d'information de l'ONU

16. L'Assemblée générale lui ayant donné mandat de diffuser une documentation imprimée et audio-visuelle relative aux armements et au désarmement, le Département des affaires de désarmement procède à six envois de publications informatives sur le désarmement par an. Ces documents sont pour la plupart envoyés à environ 7 500 destinataires dont les adresses figurent dans le fichier des groupes visés par la Campagne que tient le Département. Ce fichier, classé par pays, régions, groupes visés et langues, est actuellement mis à jour afin de mieux sélectionner les publications envoyées en fonction des destinataires et de leur langue. La liste d'adresses informatisée peut aussi être consultée par le Service de Genève du Département dans le but de faciliter les contacts que celui-ci entretient avec les groupes cibles de la Campagne situés en Europe.

17. Au cours de la période considérée, le Département des affaires de désarmement a diffusé environ 453 000 exemplaires de documents d'information. Parmi les destinataires figuraient les groupes visés par la Campagne, les missions permanentes auprès de l'ONU, les centres d'information des Nations Unies et les participants aux conférences et réunions régionales organisées par le Département. Des publications ont également été diffusées par l'intermédiaire des centres régionaux de Katmandou, Lima et Lomé, ainsi que par l'Unesco aux écoles normales du système des écoles associées. Outre les envois quotidiens répondant à des demandes

individuelles, des publications ont été envoyées à l'occasion de certaines manifestations, parfois en nombre, aux ONG qui en avaient fait la demande.

18. Les publications suivantes ont été produites et distribuées par le Département au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport.

19. Quatre numéros de Désarmement en bref : le No 68, intitulé Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco); le No 69, intitulé Le Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol et la troisième Conférence de révision (1989); le No 70, intitulé Armement et désarmement : questions et réponses; et le No 71, intitulé Convention sur les armes inhumaines. A partir de 1990, Désarmement en bref est publié quatre fois par an dans les six langues officielles.

20. Le Désarmement - Bulletin reste la principale source d'informations du système des Nations Unies sur les faits nouveaux en matière de désarmement et s'adresse tout particulièrement aux groupes visés par la Campagne mondiale pour le désarmement, notamment les ONG, qui l'ont bien accueilli. Six numéros ont été publiés et distribués. Ce bulletin paraît six fois par an en anglais, espagnol et français. Par ailleurs, une version en langue russe est imprimée en URSS et financée au moyen de la contribution de ce pays au Fonds d'affectation spéciale de la Campagne mondiale pour le désarmement.

21. La brochure intitulée The United Nations General Assembly and Disarmament, 1989 a été publiée en anglais et distribuée aux ONG ainsi qu'aux particuliers intéressés (voir la résolution 41/60 A et les résolutions subséquentes de l'Assemblée générale). Elle est également disponible en tant que publication destinée à la vente.

22. Au cours de la période à l'examen, on a publié les actes des conférences et séminaires suivants : Conférence régionale relative à la Campagne mondiale pour le désarmement, juin 1989, Dagomys (URSS) (en anglais et russe); Stage régional des Nations Unies sur le désarmement pour l'Afrique : les conceptions et les impératifs de la sécurité en Afrique et les questions régionales connexes (en anglais et français); Conférence des Nations Unies sur des questions de désarmement, tenue à Kyoto (Japon) (en anglais); Le Programme de formation sur la résolution des conflits, la prévention et la gestion des crises et le renforcement de la confiance entre les Etats africains (en anglais et français). En outre, les actes de l'Atelier organisé à l'intention de hautes personnalités militaires et civiles africaines et consacré à la résolution des conflits, à la prévention des conflits et à l'instauration de la confiance entre les Etats africains seront publiés prochainement.

23. Pour améliorer la présentation des documents émanant de séminaires et autres réunions d'experts sur certains aspects de la limitation des armements, du désarmement et de la sécurité, le Département les publie désormais dans le cadre d'une série de monographies thématiques (Topical Papers). Ont été publiés dans cette série les documents suivants : Les mesures de confiance et de sécurité en Asie (en anglais); La transparence dans les transferts d'armes internationaux (en

anglais) et La science et la technologie et leurs conséquences pour la paix et la sécurité (en anglais). D'autres publications de ce type, qui doivent être publiées ultérieurement en 1990, porteront plus spécialement sur la question des mesures de confiance dans le domaine maritime et celle des ajustements économiques à l'ère des réductions d'armements.

24. Comme suite à de nombreuses demandes, la cinquième édition de Information Materials on Disarmement a été publiée et distribuée à l'échelle mondiale aux groupes visés par la Campagne. Il s'agit d'une liste de toutes les publications du Département, qui est mise à jour périodiquement.

25. Dans le cadre de son programme normal de publication, le Département a également publié et distribué trois numéros de Désarmement - Revue périodique de l'Organisation des Nations Unies au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport. Cette revue, diffusée en tant que publication destinée à la vente, peut aussi être reçue par abonnement. Elle paraît actuellement quatre fois par an. Créée comme suite à la résolution 32/87 E de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1977, il s'agit d'une revue spécialisée s'adressant principalement aux organismes publics, aux universités et aux instituts de recherche ainsi qu'aux médias intéressés par les questions de désarmement.

26. L'édition de 1989 de l'Annuaire du désarmement des Nations Unies (voir la résolution 31/90 de l'Assemblée générale) a été mis en circulation en juillet 1990. Bien qu'il s'agisse d'une publication destinée à la vente, le Département continue d'en distribuer des exemplaires en anglais aux bibliothèques et aux universités, notamment dans les pays en développement, pour veiller à ce qu'elles reçoivent l'Annuaire sans frais pour elles.

27. Outre ces publications périodiques, une affiche sur le désarmement sera publiée en coopération avec le Département de l'information, fin 1990, pour satisfaire les nombreuses demandes de documentation visuelle émanant des centres d'information des Nations Unies et du grand public. Par ailleurs, un timbre sur "l'interdiction des armes chimiques" sera émis au printemps 1991, en collaboration avec l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies.

28. Quant au Département de l'information, il a diffusé largement plusieurs publications, notamment le texte d'articles, de chapitres ou de sections traitant de la question du désarmement, y compris celui des comptes rendus détaillés parus dans la Chronique de l'ONU, magazine trimestriel du Département; d'un chapitre de l'édition de 1990 du "Vade-mecum de l'orateur"; d'un article de "UN Focus" sur l'interdiction des armes chimiques (décembre 1989) et d'un chapitre de 80 pages de l'Annuaire des Nations Unies, 1986 (à paraître à la fin de 1990). En coopération avec le Département des affaires de désarmement, le Département de l'information a constitué un dossier destiné à la presse à l'occasion de la quatrième Conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui s'est tenue à Genève du 20 août au 20 septembre 1990. Il a également publié la dernière édition de l'ABC des Nations Unies, qui contient une section sur le désarmement. Ces documents, ainsi que d'autres documents relatifs au désarmement, ont continué d'être diffusés auprès de la presse, des délégations, des ONG et d'autres publics intéressés, au Siège et dans le monde.

## B. Consultations, conférences, séminaires et formation

29. Selon le mandat défini par l'Assemblée générale, la Campagne mondiale pour le désarmement "devra permettre la tenue dans tous les pays de discussions et de débats portant sur tous les points de vue concernant les questions, objectifs et conditions relatifs au désarmement". A cette fin, le Département des affaires de désarmement a entrepris l'exécution d'un programme de conférences, bourses et consultations au Siège de l'ONU à New York, à l'Office des Nations Unies à Genève et ailleurs. Le Département a également tenu des conférences, réunions et séminaires régionaux qui, quoiqu'ils n'aient pas toujours été organisés dans le cadre de la Campagne, ont contribué à réaliser cet objectif.

### 1. Consultations

30. Dans le cadre de consultations périodiques avec d'autres services du système des Nations Unies, une réunion de coordination a été tenue au début de 1990 pour examiner des questions touchant le programme d'activités de la Campagne mondiale pour le désarmement. Cette réunion a porté en particulier sur les moyens d'établir des relations avec les universités et les milieux universitaires.

31. Le Département est également resté fidèle à sa pratique consistant à consulter à titre officieux le Comité spécial d'organisations non gouvernementales de Genève et le Comité d'organisations non gouvernementales pour le désarmement du Siège, dans le but de susciter un appui et une participation accrue des ONG aux activités de la Campagne. A cet égard, ces deux comités d'ONG pour le désarmement ont été invités à prendre la parole devant le Conseil consultatif à la réunion qu'il a tenue à New York en juillet 1990 (voir les paragraphes 11 à 15).

### 2. Conférences et séminaires régionaux

32. Pendant la période à l'examen, le Département des affaires de désarmement a organisé cinq réunions aux fins d'échanges de vues sur diverses questions ayant trait aux faits nouveaux et délibérations en cours dans le domaine du désarmement.

33. Une conférence sur les nouvelles tendances de la science et de la technologie et leurs conséquences pour la paix et la sécurité internationales s'est tenue à Sendai (Japon) du 16 au 19 avril 1990. Elle a été organisée en coopération avec le Comité de réception de la Conférence des Nations Unies à Sendai, organisation à but non lucratif comprenant la ville de Sendai, la préfecture de Miyagi, des institutions universitaires et des entreprises privées de la région de Sendai, et avec l'appui financier supplémentaire du Comité à Sendai. La réunion a été ouverte par M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement de l'ONU; M. Ichiji Ishii, Vice-Ministre des affaires étrangères, M. Toru Ishii, maire de Sendai, et M. Nakao Ishida, Président du Comité de réception de la Conférence des Nations Unies ont pris la parole.

34. La conférence a examiné la question complexe des progrès scientifiques et techniques, les relations entre l'évolution technologique et la sécurité internationale et formulé des directives en vue de mieux faire comprendre ces questions à la communauté internationale, de manière à promouvoir la paix et la

détente. Y ont assisté une trentaine d'experts, y compris des scientifiques spécialisés dans divers domaines des sciences et technologies avancées, et des experts des négociations sur la limitation des armements et le désarmement, ainsi qu'une dizaine de participants japonais. Les personnalités suivantes ont été invitées à prendre la parole : M. Ian Anthony (Institut international de recherches pour la paix de Stockholm); M. George Brown (Chambre des représentants des Etats-Unis); M. Wilhelm N. Germann (délégation de la République fédérale d'Allemagne à la Conférence du désarmement); le général de corps d'armée Tonne Huitfeldt (Institut d'études sur la défense - Norvège); S. E. Ryukichi Imai (ambassade du Japon à Mexico); M. Alan Shaw (Bureau de l'évaluation de la technologie du Congrès américain); et M. Jack Steinberger (Organisation européenne pour la recherche nucléaire). Une publication dans la série Topical Papers contenant diverses communications sur la question a été publiée.

35. Un colloque sur la transparence dans les transferts d'armes internationaux/initiatives des gouvernements et action multilatérale possible a été convoqué à Florence (Italie) du 25 au 28 avril 1990 sous les auspices du Département. Il a été organisé avec la coopération et l'appui financier généreux du Gouvernement italien et la ville de Florence, et en consultation avec le Forum per i Problemi della Pace e della Guerra (Forum sur les problèmes relatifs à la paix et à la guerre), Institut de recherche italien.

36. Le colloque avait pour objet de relancer l'étude d'experts des Nations Unies sur les transferts d'armes internationaux. Ont pris la parole à la séance d'ouverture M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement; M. Yvo Butini, sénateur et Vice-Ministre des affaires étrangères d'Italie, M. Giorgio Morales, maire de Florence, et M. Mario Primicerio, Président du Forum sur les problèmes relatifs à la paix et à la guerre. Mme Fioretta Mazzei, membre de la municipalité de Florence, et l'archevêque Silvano Piovanelli, cardinal de Florence, ont pris la parole à la séance de clôture.

37. Le colloque s'est réuni en séances plénières et dans le cadre de deux groupes de travail. En plénière, les participants ont examiné la question des transferts d'armes internationaux et ses divers aspects; le Groupe de travail I s'est occupé des restrictions et limitations nationales aux transferts d'armes dans l'intérêt de la sécurité internationale, tandis que le Groupe de travail II a étudié la question de la possibilité d'une action multilatérale sur les transferts d'armes internationaux comme moyen de renforcer la confiance et de régler les conflits régionaux.

38. Une cinquantaine d'experts ont assisté à cette réunion, à laquelle les personnalités ci-après ont été invitées à prendre la parole : S. E. Oluyemi Adeniji (Ambassadeur du Nigéria en France); M. Vincent F. DeCain (United States Arms Control and Disarmament Agency); M. Andrei Kozirev (Ministère des affaires étrangères, URSS); M. Andrew Mack (Peace Research Centre, Université nationale australienne); S. E. Eugenio Plaja (Ambassadeur d'Italie); S. E. Friedrich Ruth (Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en Italie); S. E. Maj Britt Theorin (membre du Parlement suédois); et des fonctionnaires du Département des affaires de désarmement.

39. Un séminaire sur le désarmement et la sécurité en Afrique s'est tenu au Caire du 6 au 10 mai 1990; il était organisé avec l'appui financier des Gouvernements égyptien et suédois et a été ouvert par S. E. Fawzy El-Ibrashi, Directeur de l'Institut égyptien d'études diplomatiques, au nom de M. Boutros Ghali, Ministre des affaires étrangères. C'était la deuxième réunion d'une série, la première ayant eu lieu en mars 1989, également au Caire.

40. Le séminaire a réuni une cinquantaine de fonctionnaires et diplomates auxiliaires égyptiens et africains, s'occupant des questions de désarmement et de sécurité, qui ont examiné les effets du désarmement sur l'Afrique et le rôle de l'ONU dans ce domaine, de même que d'autres questions spécifiques comme les déchets nucléaires, les transferts d'armes, les armes chimiques, la reconversion, etc. Les personnalités suivantes ont pris la parole : M. Hisham Fouad Aly (Agence égyptienne de l'énergie atomique); S. E. Emeka Azikiwe (Représentant permanent du Nigéria auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et Ambassadeur à la Conférence du désarmement); S. E. Abdel Halim Badawi (Ministère des affaires étrangères, Egypte); S. E. Mamadou Bah (Organisation de l'unité africaine); S. E. Rolf Ekeus (délégation suédoise aux négociations sur les forces classiques en Europe); S. E. Omran El-Shafei (ancien Vice-Ministre des affaires étrangères, Egypte); M. Aly El Saeidy (Directeur du Commissariat égyptien à l'électricité); le général de division Esmat A. Ezz (forces armées égyptiennes, en retraite); S. E. James Leonard (ancien négociateur spécial adjoint des Etats-Unis aux négociations sur la paix au Moyen-Orient); S. E. Chusei Yamada (Ambassadeur du Japon en Egypte); et M. Mounir Zahran (Ministère des affaires étrangères, Egypte). Des fonctionnaires du Département des affaires de désarmement ont également pris la parole. Une publication contenant diverses communications présentées aux séminaires de mars 1989 et de 1990 est en préparation.

41. Un séminaire sur les mesures propres à renforcer la confiance dans le domaine maritime s'est tenu à Helsingør (Danemark) du 13 au 15 juin 1990. Il a été ouvert par M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement; les personnalités suivantes y ont pris la parole : M. Uffe Ellemann-Jensen, Ministre des affaires étrangères du Danemark; M. Pertti Peasio, Ministre des affaires étrangères de Finlande; M. Jón Baldvin Hannibalsson, Ministre des affaires étrangères d'Islande; M. Kjell Bondevik, Ministre des affaires étrangères de Norvège, et M. Sten Andersson, Ministre des affaires étrangères de Suède. Quarante-neuf experts de haut niveau dans le domaine naval et de la sécurité, provenant de gouvernements, d'instituts de recherche et d'organisations non gouvernementales de toutes les régions du monde, se sont réunis pour examiner les problèmes et les possibilités concernant la mise au point de mesures propres à renforcer la confiance dans le domaine maritime, de même que leurs incidences. Le séminaire était organisé en coopération avec le Forum nordique, avec une assistance financière supplémentaire des pays nordiques et de l'Association suédoise pour les Nations Unies.

42. Le séminaire portait sur trois thèmes généraux, à savoir le rôle des mesures propres à renforcer la confiance en mer et leurs objectifs en matière de sécurité, le droit de la mer, la gestion des océans et les mesures de confiance; de même que l'application de ces mesures à un environnement naval nucléaire. Les experts suivants ont pris la parole : l'amiral Nikolai Amelko (Ministère des affaires

étrangères, URSS); M. Barry Blechman (Henry L. Stimson Center, Etats-Unis); M. Radoslav Deyanov (Ministère des affaires étrangères, Bulgarie); S. E. Gudmundur Eiriksson (Ministère des affaires étrangères, Islande); Mme Virginia Gamba-Stonehouse (King's College de Londres, Royaume-Uni); M. Eric Grove (Foundation for International Security, Royaume-Uni); le contre-amiral Robert P. Hilton, Sr. (marine des Etats-Unis, en retraite); et M. Jan Prawitz (Ministère de la défense, Suède). Une publication contenant des documents et matériaux d'information sur ce séminaire et sur un autre tenu à Varna (Bulgarie) en septembre 1990 (voir par. 48) sera établie par le Département.

43. Une conférence sur le thème de la reconversion/ajustements économiques à l'ère de la réduction des armements a eu lieu à Moscou du 13 au 17 août 1990. Ont pris la parole à l'ouverture Mme Irmgard Adam-Schwätzer, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne; M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement; M. Vladimir V. Aksenov, Premier Vice-Président du Conseil du Fonds soviétique pour la paix et Président du Comité d'organisation de la Conférence; M. Victor P. Karpov, Vice-Ministre des affaires étrangères d'URSS; et M. Alexandre N. Yakovlev, membre du Conseil présidentiel de l'URSS. La conférence était organisée en coopération avec le Fonds soviétique pour la paix et financée par la contribution de l'URSS au Fonds d'affectation spéciale pour la Campagne mondiale pour le désarmement.

44. L'objet de cette réunion était de placer la question de la reconversion dans le contexte d'une situation internationale en rapide évolution et des réductions effectives des armements et des forces armées, et d'encourager un vaste échange de données d'expérience entre les pays concernant les ajustements socio-économiques liés à l'évolution des tendances dans le domaine des dépenses militaires. Elle avait également pour objectif d'encourager un débat sérieux sur la question et d'accroître la franchise et la transparence sur les questions militaires.

45. A cette fin, la conférence a réuni environ 130 participants d'horizons très divers - personnalités politiques, experts gouvernementaux, spécialistes, représentants des milieux d'affaires et de l'industrie, militaires, dirigeants syndicaux, et représentants d'ONG et journalistes de toutes les régions du monde -- qui ont entendu des présentations sur l'expérience nationale de différents pays, examiné les concepts et approches de la reconversion, ainsi que les aspects spécifiques relatifs à cette question sous trois principales catégories : main-d'oeuvre; industrie et commerce; et matériel militaire. En plénière, la conférence a entendu des déclarations des personnalités suivantes : M. Pierre Audigier (Directeur à la Direction internationale de Thomson-CSF, France); M. Michael Boggs (Secrétaire général de la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie et des industries diverses, Belgique); M. Huai Guomo (Vice-Ministre chargé de la reconversion, Chine); M. Frank Marczinek (Secrétaire d'Etat au désarmement et à la sécurité, République démocratique allemande); sénateur John McCain (Sénat des Etats-Unis d'Amérique); M. Pete McCloskey (Président de l'Association des industries électroniques, Etats-Unis); M. Isamu Miyazaki (Président de l'Institut de recherche Daiwa, Japon); et M. Valentin I. Smyslov (Vice-Président du Comité soviétique de la planification).

46. Des communications décrivant l'expérience de divers pays ont été présentées par MM. Chai Muliang et Jin Zhude (Chine), M. Klaus Engelhardt (République démocratique allemande), M. Alexei Izyumov (URSS), M. Lutz Koellner (République fédérale d'Allemagne), M. Mario Pianta (Italie) et M. Robert Rauner (Etats-Unis), tandis que M. Arthur J. Alexander (Etats-Unis) a présenté une analyse comparative des expériences nationales. D'autres communications traitant des concepts et approches de reconversion, des tendances actuelles et de l'impact du désarmement sur l'économie mondiale et l'environnement, de même que de questions spécifiques de reconversion ont été présentées par M. Vsevolod S. Avduevsky (Commission nationale pour la reconversion, URSS), M. Keith Hayward (Staffordshire Polytechnic, Royaume-Uni), Mme Mary Kaldor (Sussex University, Royaume-Uni), M. Akira Onishi (Japon), M. Peter J. Richards (BIT), M. Adam Roberts (Balliol College, Oxford, Royaume-Uni) et M. Herbert Wulf (Institut international de recherches pour la paix de Stockholm). M. Spartak A. Arjavkin (URSS) a également présenté une communication sur les conséquences socio-économiques de la reconversion. Une publication contenant les communications présentées à la conférence est actuellement établie par le Département. Certaines seront également publiées dans le périodique Désarmement.

47. Un séminaire sur les mesures de renforcement de la confiance dans l'environnement maritime a été organisé à Varna (Bulgarie) du 4 au 6 septembre 1990, avec la coopération du Gouvernement bulgare. Il a été ouvert par M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, et M. Stefan Staikov, Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de Bulgarie, y a pris la parole. Cette réunion a été financée par la contribution de la Bulgarie au Fonds d'affectation spéciale pour la Campagne mondiale pour le désarmement.

48. Le séminaire a réuni environ 35 experts dans le domaine du renforcement de la confiance et de la sécurité navale, qui ont examiné les questions de sécurité dans l'environnement maritime, la stabilité des forces classiques dans les forces navales et l'adoption éventuelle de mesures multilatérales. Des communications sur ces sujets ont été présentées par le contre-amiral J. J. Blok (Pays-Bas), M. Andrei E. Granovsky (URSS), M. Douglas M. Johnston, Jr. (Etats-Unis), M. Andrzej Karkoszka (Pologne), M. James MacIntosh (Canada), l'amiral Branko Mamula (Yougoslavie), le vice-amiral K. K. Nayyar (en retraite, Inde), M. Peter Popchev (Bulgarie), M. Jin Shouqi (Chine) et le contre-amiral Göran Wallén (marine royale suédoise). En outre, le général de division Pyotr Barabolya (en retraite, URSS) a présenté un document d'information. Une publication contenant les documents et matériaux d'information sur ce séminaire et sur celui qui s'est tenu à Helsingör en juin 1990 sera établie par le Département (voir par. 41).

49. Le Département des affaires de désarmement envisage d'organiser des réunions supplémentaires sous réserve que les ressources financières et humaines nécessaires soient disponibles. Pour 1991, des propositions tendant à convoquer des conférences ou des réunions ont été faites par l'Autriche (sur la question de l'application dans d'autres régions de mesures de confiance et de sécurité du type de celles examinées à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe); par le Venezuela (sur les armes chimiques); par la Ligue des Etats arabes (sur le développement, les ressources et la sécurité; le renforcement de la confiance et la prévention de crises dans un contexte régional); et par l'Union soviétique.

### 3. Formation et réunions d'information

50. Le programme de stages sur le désarmement organisé par le Département des affaires de désarmement avec la coopération du Programme spécial de stages des Nations Unies contribue également à la réalisation des objectifs de la Campagne mondiale pour le désarmement. Il vise à présenter aux étudiants diplômés les activités des Nations Unies dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement par le biais d'une formation en cours d'emploi et par l'assistance aux réunions des organes chargés des questions de désarmement au Siège, comme la Première Commission de l'Assemblée générale et la Commission du désarmement. Pendant la période à l'examen, le Département a ainsi organisé des stages rassemblant sept étudiants diplômés de différentes régions.

51. Un programme analogue a été organisé par le Service de Genève du Département des affaires de désarmement, avec la coopération du Service d'information de l'Office, afin de permettre aux étudiants poursuivant des études supérieures de se familiariser avec les travaux de la Conférence du désarmement.

52. Le Programme de bourses des Nations Unies sur le désarmement, créé par l'Assemblée générale pour promouvoir les compétences en matière de désarmement, surtout dans les pays en développement, contribue également à la réalisation des objectifs de la Campagne. Depuis son lancement en 1979, il a formé 241 fonctionnaires débutants de 98 pays. Le rapport du Secrétaire général sur le Programme (A/45/604) contient une description détaillée de ses activités.

53. Le Département des affaires de désarmement a continué d'organiser des réunions spéciales et des séances d'information à l'intention des groupes visitant l'ONU à New York et à Genève. Certains comprenaient des parlementaires et des représentants élus d'Etats Membres, des groupes religieux, des étudiants et des élèves, des éducateurs et des représentants d'ONG nationales et internationales. Le personnel du Département s'est également efforcé de continuer d'assister aux manifestations organisées par les groupes participant à la Campagne, et d'être disponible pour des conférences dans diverses universités.

#### C. Activités spéciales

54. Les activités spéciales, y compris la Semaine du désarmement, fournissent des occasions supplémentaires de mettre en évidence les objectifs de l'ONU dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement.

55. Comme les années précédentes, la Semaine du désarmement de 1989 a été marquée par diverses manifestations tant au Siège qu'à l'Office des Nations Unies à Genève. A New York, le 25 octobre 1989, la Première Commission de l'Assemblée générale lui a consacré sa 15e séance; le Président de la Commission, le Vice-Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général y ont fait des déclarations. La septième conférence d'annonces de contributions pour la Campagne mondiale pour le désarmement a ensuite été convoquée le même jour. Des renseignements sur les contributions qui y ont été annoncées figurent à la section IV ci-dessous.

56. Le Forum annuel des ONG pour la Semaine du désarmement a eu lieu le 26 octobre. Organisé conjointement par le Département et le Comité des ONG pour le désarmement au Siège de l'ONU, il a examiné diverses questions de désarmement figurant à l'ordre du jour de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, dont les trois questions ci-après : "Quels progrès ont été réalisés dans la négociation d'une convention sur les armes chimiques et quels problèmes restent à régler?"; "Quelles sont les principales questions dont est saisie la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération?"; et "Quelles sont les perspectives d'un traité sur l'interdiction des essais nucléaires?". Les intervenants étaient Sergueï Batsanov (URSS), Jose Antonio Bellina (Pérou), S. E. Max Friedersdorf (Etats-Unis), S. E. Carl-Magnus Hyltenius (Suède), S. E. Pierre Morel (France) et S. E. Kamalesh Sharma (Inde). Ont participé au Forum des représentants d'ONG et des médias, des membres de la communauté diplomatique et des fonctionnaires de l'ONU.

57. Deux expositions ont également eu lieu au Siège de l'Organisation. L'une, intitulée "Guerre et paix", inaugurée par le Secrétaire général a été organisée par Soka Gakkai International en coopération avec le Bureau indépendant pour les questions humanitaires et l'Association internationale des médecins internationaux pour la prévention de la guerre nucléaire, et parrainée par le Département des affaires de désarmement. Elle présentait une centaine de panneaux de photographies portant sur l'histoire des guerres et les efforts de paix pendant ce siècle et mettait en lumière les problèmes mondiaux comme la faim, la pauvreté et la dégradation de l'environnement. L'autre, organisée par le Gouvernement italien et la Fondation Crocetti, était une exposition de sculptures et de peintures de Venanzo Crocetti intitulée "Les jeunes cavaliers de la paix".

58. Pendant la Semaine du désarmement de 1989, le Service de Genève du Département des affaires de désarmement a organisé une exposition au Palais des Nations présentant des publications, des affiches et des matériaux visuels sur le désarmement. Il a également aidé le Mouvement des fonctionnaires des Nations Unies et des institutions spécialisées pour le désarmement et la paix à organiser une exposition internationale de photographies sur la paix et le désarmement et une table ronde sur les artistes en faveur de la paix.

59. Des activités analogues sont envisagées pour la Semaine du désarmement de 1990.

60. Les centres d'information des Nations Unies ont joué un rôle important dans la célébration de la Semaine du désarmement à l'échelon local. Des activités d'information spéciales ont été organisées à cette occasion dans de nombreux centres et services d'information des Nations Unies du monde entier. On mentionnera la publication et la diffusion de matériaux d'information spéciaux à l'intention des services de radio, de télévision et de la presse, l'organisation d'expositions de matériaux des Nations Unies sur le désarmement et la planification de manifestations spéciales en coopération avec les organisations locales. Des activités analogues sont prévues pour 1990-1991.

61. Pour renforcer la coopération avec les centres d'information des Nations Unies de manière à encourager les activités d'information des Nations Unies en matière de désarmement, le Département a invité 18 centres de toutes les régions du monde à

soumettre des propositions précises à ce sujet. Il a approuvé et financé à l'aide de fonds extrabudgétaires des projets émanant de 13 centres. On mentionnera notamment un séminaire de deux jours à l'intention de la presse et une réunion spéciale organisée par le centre d'information des Nations Unies à Genève; six tables rondes dans diverses villes de l'Union soviétique organisées par le centre d'information de Moscou; la traduction des publications du Département des affaires de désarmement dans diverses langues locales par les centres d'information de Belgrade, New Delhi, Rome, Tokyo et Vienne (en hongrois pour ce dernier centre); une bande magnétoscopique sur le désarmement produite conjointement par le centre d'information de Washington et le Département de l'information; un colloque de deux jours organisé par le centre d'information des Nations Unies à Buenos Aires, y compris une publication à cette occasion; un concours à l'intention des auditeurs des programmes radio, des conférences et une foire du livre au Caire; un séminaire d'une journée organisé conjointement par l'Université Quaid-i-Azam et le centre d'information des Nations Unies à Islamabad; des séminaires et conférences dans quatre universités et des visites par le centre d'information des Nations Unies à Lagos; et un film animé de trois minutes produit par le centre d'information des Nations Unies à Rio de Janeiro.

#### D. Programme publicitaire

62. Conformément à son mandat et en coopération avec le Département des affaires de désarmement, le Département de l'information a continué à faire connaître les activités de l'ONU dans le domaine du désarmement et à promouvoir les objectifs de la Campagne mondiale pour le désarmement par la publication de documentation, la radio, le film, la télévision et la photographie et par des contacts individuels.

63. Pendant la période considérée, les communiqués de presse du Département, publiés au Siège de même que dans divers centres et services d'information des Nations Unies, ont accordé une large place aux travaux de la Première Commission, de la Commission du désarmement et de la Conférence du désarmement, ainsi qu'à d'autres activités du système des Nations Unies dans ce domaine.

64. Les services de la radio et de la télévision des Nations Unies ont continué à rendre compte des questions liées au désarmement et à diffuser leurs programmes à l'échelle mondiale dans diverses langues. Ces questions ont été régulièrement traitées par le Département de l'information dans ses programmes d'actualité, ses magazines régionaux et ses documentaires. Huit programmes radiophoniques spéciaux ont été consacrés aux questions de désarmement. Les services de la radio et de la télévision de l'ONU ont également rendu compte des travaux de l'Assemblée générale concernant le désarmement et notamment de l'examen et de l'adoption par l'Assemblée de diverses résolutions, sur la recommandation de la Première Commission. Le programme d'informations vidéo intitulé "UN in Action" (L'ONU en action) a présenté les activités des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et le désarmement a été le sujet d'un programme de la série "World Chronicle". Des programmes de radio et de télévision analogues sont prévus pour 1990-1991. En outre, le Département commencera au début de 1991 à coproduire avec une ONG, en coopération avec le Département des affaires de désarmement, un document vidéo sur les armes et la guerre chimiques.

65. Les autres activités d'information menées par le Département dans le domaine du désarmement - distribution, prêt et projection de films et vidéo, réponses à des questions du public et organisation de réunions d'information pour des groupes - ont été complétées par des activités spéciales organisées au Siège, à New York, et à Genève, ainsi que dans de nombreux centres et services d'information des Nations Unies à l'occasion de la Semaine du désarmement. Au Siège, outre l'exposition permanente sur le désarmement qui a accueilli environ 400 000 visiteurs au cours de la période à l'examen, le Département a contribué à l'organisation de l'exposition "Guerre et paix" de Soka Gakkai International, qui a eu lieu à l'occasion de la Semaine du désarmement de 1989 et était parrainée par le Département des affaires de désarmement.

#### E. Bureaux extérieurs de l'Organisation des Nations Unies

66. Les bureaux extérieurs et les centres d'information des Nations Unies représentent la seule source de contact entre les groupes locaux et l'ONU, leur offrant une occasion unique de contribuer au succès des objectifs de la Campagne mondiale pour le désarmement. Notant le rôle des bureaux extérieurs, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général, dans sa résolution 39/63 D du 12 décembre 1984 sur la Campagne mondiale pour le désarmement, de donner un caractère permanent aux instructions qu'ont reçues les centres d'information et les commissions régionales de faire largement connaître la Campagne et, si nécessaire, de traduire dans les langues locales les matériaux d'information des Nations Unies.

67. A ce sujet, les centres et services d'information des Nations Unies ont continué à mieux faire connaître les questions de désarmement, en diffusant des communiqués de presse dans les langues officielles de l'ONU et dans les langues locales, ainsi que des programmes de radio et de télévision et de la documentation, et en projetant des films des Nations Unies. Ils ont également fourni un appui en matière d'information ou aidé à organiser plusieurs conférences régionales sur le désarmement, réalisé des interviews, et organisé des conférences et des tables rondes, dont certaines ont été retransmises par les stations de radio et télévision locales.

68. Les centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, et en Asie et dans le Pacifique, ainsi que le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes ont continué à coordonner les activités régionales entreprises dans le cadre de la Campagne mondiale pour le désarmement. Les trois centres mettent en oeuvre un programme d'activités complet, dont le rapport du Secrétaire général sur la question (A/45/573) donne un compte rendu détaillé.

69. A l'appui de la Campagne mondiale pour le désarmement, un centre d'information sur le désarmement a été créé à Budapest en janvier 1990 par le Ministère hongrois des affaires étrangères et financé par la contribution de la Hongrie à la Campagne. Ce centre, supervisé par un conseil composé de représentants d'ONG hongroises et d'instituts de recherche spécialisés dans le désarmement a pour objectif d'exécuter des projets : tables rondes, conférences et colloques, centres d'éducation, conférences dans des universités, et éventuellement des projets de recherche. Le Département des affaires de désarmement/Campagne mondiale pour le désarmement envisage de fournir au Centre des matériaux d'information sur le

désarmement, ainsi que des conseils et recommandations. Le Centre a commencé à fonctionner en avril 1990. Le 26 septembre 1990, le Ministre hongrois des affaires étrangères et le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement ont signé un mémorandum d'accord concernant la coopération entre le Centre et le Département des affaires de désarmement.

#### IV. ASPECTS FINANCIERS DE LA CAMPAGNE MONDIALE POUR LE DESARMEMENT

70. Les contributions volontaires restent la principale source de financement des activités de la Campagne. Agissant en application de la résolution 43/76 C du 7 décembre 1988 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a convoqué, le 25 octobre 1989, la septième Conférence pour les annonces de contributions à la Campagne mondiale pour le désarmement pour donner aux Etats Membres l'occasion de contribuer au Fonds d'affectation spéciale de la Campagne.

71. Vingt-quatre pays ont annoncé des contributions en monnaies convertibles et non convertibles (voir A/CONF.149/2). Des contributions d'un montant équivalant à 1 746 905 dollars, dont un montant équivalant à 1 603 143 dollars en monnaies non convertibles, ont été annoncées pour la Campagne mondiale pour le désarmement. Certaines de ces contributions portaient sur une période de quatre ans. Une partie des montants annoncés était destinée à financer des activités particulières. En plus des contributions annoncées lors de la Conférence, les contributions versées par les Etats Membres au 30 juin 1990 pour la Campagne mondiale pour le désarmement s'élevaient à 35 886 dollars.

72. Ont aussi été annoncées à la Conférence des contributions d'un montant total de 83 643 dollars destinées au Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, au Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, au Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, et à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.

73. Quatre-vingts pays ont assisté à la septième Conférence pour les annonces de contributions et 28 d'entre eux y ont fait une déclaration. Le soutien politique exprimé dans ces déclarations est encourageant, mais le montant des contributions financières à la Campagne reste modeste si l'on ne tient compte que des contributions en monnaies convertibles - soit l'équivalent de 143 762 dollars.

74. Des dispositions sont prises pour organiser la huitième Conférence pour les annonces de contributions à la Campagne mondiale pour le désarmement, conformément à la résolution 44/117 A de l'Assemblée générale. Elle sera convoquée par le Secrétaire général pendant la Semaine pour le désarmement de 1990.

75. Pour financer l'exécution du programme d'activité de septembre 1989 à juin 1990, 94 082 dollars en monnaies convertibles et l'équivalent de 34 604 dollars en monnaies non convertibles ont été prélevés sur le Fonds d'affectation spéciale. Le solde disponible du Fonds (non compris les contributions annoncées mais non versées) était de 164 721 dollars en monnaies convertibles et de 391 374 dollars en monnaies non convertibles au 30 juin 1990.

76. Les fonds disponibles serviront à exécuter le programme d'activité proposé pour 1991. Les projets à financer à l'aide des montants en monnaies non convertibles dont dispose encore le Fonds d'affectation spéciale seront déterminés ultérieurement en consultation avec les pays donateurs.

## V. EVALUATION DE LA CAMPAGNE MONDIALE POUR LE DESARMEMENT

### A. Introduction

77. Au paragraphe 9 de sa résolution 44/117 A, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire le point des succès et des échecs de la Campagne mondiale pour le désarmement depuis son lancement, en 1982, et de lui présenter un bref rapport à ce sujet lors de sa quarante-cinquième session.

78. Le lancement de la Campagne mondiale pour le désarmement, lors de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, doit être replacé dans le cadre du climat politique qui régnait à l'époque. Les négociations menées en vue du désarmement et de la limitation des armements et les efforts déployés dans ce sens étaient au point mort, et la course aux armements, qui se poursuivaient, suscitait l'inquiétude générale et amenait un nombre croissant de groupes mus par l'intérêt général, ainsi que l'opinion publique, à s'intéresser aux questions de désarmement.

79. En plaçant la Campagne sous les auspices des Nations Unies, l'Assemblée a voulu que l'information donnée dans ce domaine par les gouvernements et les groupes défendant la cause du désarmement soit complétée par une information objective et concrète de caractère mondial provenant d'une source indépendante, qui rendrait compte d'opinions divergentes et parfois contraires. L'idée était d'instaurer, sur les questions de limitation des armements, un débat bien documenté de nature à faire mieux comprendre les problèmes en cause et à faciliter la reprise du mouvement vers la sécurité par la limitation des armements et le désarmement. Elle a donc donné à la Campagne un mandat étendu et de grande portée et fixé des buts ambitieux au programme.

80. Il y a lieu de noter que si le lancement de la Campagne a été décidé par une résolution de l'Assemblée générale adoptée par consensus, des réserves ont néanmoins été exprimées à son sujet ainsi qu'au sujet de son financement. Plusieurs Etats occidentaux ont estimé qu'il existait déjà une information abondante et que le débat qui avait lieu dans leur pays parmi les groupes défendant l'intérêt général était bien documenté. De nombreux pays en développement ont toutefois fait observer que tel n'était pas le cas chez eux et qu'un programme d'information de portée mondiale provenant d'une source indépendante était nécessaire.

81. Le présent rapport n'a pas pour objet d'examiner tous les aspects de la Campagne mais il est possible de dégager des tendances et d'en tirer des conclusions qui pourraient être utiles à l'Assemblée dans ses délibérations sur l'orientation future de la Campagne.

B. Principaux domaines d'activité

82. D'une façon générale, depuis son lancement, la Campagne a porté essentiellement sur trois principaux types d'activité :

- a) Organisation de conférences et de réunions régionales;
- b) Programme de publications;
- c) Activités spéciales.

83. En ce qui concerne les conférences, leur objectif à l'origine était de renseigner les destinataires de la Campagne sur les positions prises par les Etats Membres sur diverses questions de désarmement et de limitation des armements à l'Organisation des Nations Unies et sur ce qui était fait pour tenter de rapprocher les points de vue. Elles ont perdu ce caractère ces trois ou quatre dernières années lorsque le rythme des négociations dans certains domaines s'est accéléré et que l'évolution de la situation est devenue plus complexe et plus difficile à suivre. Ce qu'on aurait pu appeler des "conférences de généralistes" se sont peu à peu transformées en réunions officielles d'experts gouvernementaux et non gouvernementaux où étaient examinées et débattues des questions précises telles que vérification, reconversion, mesures propres à accroître la confiance, transfert d'armements, etc.

84. Avant le lancement de la Campagne mondiale pour le désarmement, le Département publiait l'Annuaire, le périodique Désarmement et les Fiches d'information sur le désarmement. Ce programme a été considérablement élargi par la suite et il comprend désormais toute une série de publications telles que la brochure annuelle intitulée United Nations General Assembly and Disarmament, Désarmement en bref, le Bulletin d'information, des publications spéciales (souvent fondées sur des exposés faits à des conférences ou à des séminaires), des affiches, des panneaux muraux et des listes des publications du Département. L'objet de ce programme est d'encourager la plus large diffusion possible de renseignements et de permettre à tous les secteurs du public d'avoir librement accès à toute une série de renseignements et de solutions sur les questions de limitation des armements et de désarmement et sur les incidences de tous les aspects de la course aux armements et de la guerre, en particulier de la guerre nucléaire.

85. Le petit nombre de destinataires auxquels le Département faisait gracieusement parvenir des exemplaires de ses publications au début des années 80 a progressivement augmenté et s'élève aujourd'hui à près de 7 500, répartis dans près de 60 pays. Il y a six envois par an. Cette tâche pose à elle seule d'importants problèmes et toute expansion est exclue dans l'immédiat faute de personnel.

86. Des activités spéciales - commémoration à la Première Commission et conférence pour les annonces de contributions - sont organisées tous les ans pour célébrer la Semaine du désarmement, qui est marquée aussi par des réunions d'organisations non gouvernementales, des conférences, des expositions au Siège et à l'étranger et des colloques et débats organisés en coopération avec les centres d'information de

l'ONU. Avec la coopération de ces derniers, de la documentation sur le désarmement a été publiée dans des langues autres que les six langues officielles de l'Organisation. La coordination de la participation des représentants d'organisations non gouvernementales et d'instituts de recherche aux réunions des organes des Nations Unies, aux sessions extraordinaires, aux conférences de l'examen des traités, etc. relèvent aussi de la Campagne mondiale pour le désarmement.

### C. Evaluation

87. Les diverses activités décrites plus haut ont été développées ou intensifiées dans les limites des fonds disponibles pour exécuter le mandat donné par l'Assemblée générale. Non seulement la Campagne a élargi le programme des publications sur le désarmement, mais elle est devenue aussi le point vers lequel convergent les demandes et les questions du public, des organisations non gouvernementales, des bibliothèques et des établissements d'enseignement. Elle répond fréquemment à des demandes de recherche ainsi qu'à des demandes d'envoi de publications en gros.

88. Les mesures prises pour donner à la Campagne la plus grande ampleur possible et en obtenir le maximum d'effets ont été relativement couronnées de succès si l'on tient compte des ressources limitées dont elle disposait mais il faut dire que les dures conditions financières qui lui ont été imposées ont considérablement réduit sa capacité de toucher un public plus large. La faiblesse de son système de financement a été en fait un gros handicap. Lorsqu'elle a été lancée, la Campagne devait être financée essentiellement à l'aide de contributions volontaires versées à un fonds d'affectation spéciale. En même temps, il a été reconnu qu'un certain nombre d'activités existaient dans le Département avant le lancement de la Campagne. Elles étaient, certes, d'ampleur plus modeste mais devaient être poursuivies et, de préférence, développées pour soutenir la Campagne et faire partie intégrante de celle-ci. Ceci a parfois induit les Etats Membres en erreur et il est arrivé que certains croient que les activités de la Campagne étaient financées sur le budget ordinaire.

89. Le fait que les conférences annuelles pour les annonces de contributions à la Campagne aient servi aussi à enregistrer les annonces de contributions volontaires pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et, depuis 1985, pour les trois centres régionaux pour la paix et le désarmement n'est pas fait pour renforcer le système de financement de la Campagne proprement dite. Au contraire, l'utilisation de ces conférences pour les annonces de contributions volontaires destinées à d'autres fins que la Campagne a créé l'impression que beaucoup plus de fonds que ce n'était en fait le cas avaient été recueillis pour la Campagne mondiale pour le désarmement.

### D. Perspectives et orientation

90. Les événements qui se sont produits à la fin des années 80 - et dont les effets n'ont peut-être pas fini de se faire sentir - ont transformé le climat politique entre l'Est et l'Ouest d'une manière telle que rares sont ceux qui l'auraient cru possible il y a seulement quelques années. Les événements mémorables qui ont eu lieu en Europe ont radicalement changé les notions sur

lesquelles reposait l'idée de ce qu'exige la sécurité du point de vue militaire. Les questions, en particulier celles qui concernent la limitation des armements, sont devenues plus subtiles et souvent plus complexes et de nouveaux aspects de la limitation des armements, notamment des aspects géographiques, ont aussi pris de l'importance. Toute évaluation de la Campagne doit tenir compte de ce changement de climat politique. Le rôle que beaucoup avaient à l'origine envisagé pour la Campagne a été modifié par ces événements politiques et le changement a contribué à donner à la Campagne de meilleures perspectives et plus de substance. La Campagne a commencé par être un programme visant à sensibiliser l'opinion publique aux dangers de la course aux armements, en particulier de la guerre nucléaire. Elle était devenue ces dernières années un programme d'information mondiale plus orienté vers des questions précises, qui donnaient à un public intéressé des renseignements à jour et équilibrés sur des questions de plus en plus complexes. Il est probable qu'elle va continuer à évoluer dans ce sens et que l'attention va progressivement se porter aussi sur d'autres zones et régions où se posent des questions de première importance, qui n'ont encore été ni examinées ni résolues.

91. La limitation des armements et le désarmement sont directement liés à ce que les Etats estiment qu'exige leur sécurité. Etant donné la nouvelle situation qui se crée en Europe et dans le monde en matière de sécurité, nombre de doctrines qui régissaient la pensée et la planification militaires depuis 1945 ne répondront bientôt plus à leur objet et ne seront plus applicables. Faisant écho à cette évolution, la Campagne devrait élargir sa portée de façon à mettre aussi l'accent sur les nouvelles possibilités découlant des derniers changements et de l'expérience qui en a été retirée en se tournant vers les questions qui commencent à apparaître et qu'il pourrait être utile d'explorer en profondeur à l'abri des polémiques pour préparer la voie à une action pratique mondiale et, particulièrement, régionale. Au nombre de ces questions pourraient figurer les mesures propres à accroître la confiance, les nouvelles dimensions de la coopération en matière de sécurité, les armements et les forces armées de type classique et la façon de concevoir la sécurité, la relation entre les armes chimiques et les autres armes de destruction massive, les effets du désarmement sur les économies nationales et les incidences qu'ont sur la sécurité la dégradation de l'environnement et la rivalité en matière de ressources.

92. Dans ce contexte, le Département juge important de renforcer sa capacité de mener des activités préliminaires à des négociations en prévoyant dans son programme de colloques et de séminaires la participation d'un plus grand nombre d'experts et de négociateurs et en concentrant l'attention des réunions sur des questions précises, au sujet desquelles des discussions franches et libres entre participants venus d'horizons différents, gouvernementaux et non gouvernementaux, pourraient aider à trouver un terrain d'entente et à délimiter les domaines qui pourraient faire l'objet de négociations et d'accords.

93. Dans cette optique, le Département devrait continuer à développer et à adapter son programme de publications de façon non seulement à ce qu'il rende compte de ce qui est fait dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement, mais aussi à ce qu'il donne davantage de précisions sur les questions qui apparaissent et les possibilités qui se font jour. Il importe aussi d'améliorer la diffusion des publications pour mieux atteindre ceux à qui elles sont destinées et répondre plus efficacement à leurs besoins.

94. Les changements notables dans les relations entre l'Est et l'Ouest et dans le climat de sécurité, qui en dépend le plus directement, ont eu pour effet de réduire la base populaire des organisations non gouvernementales dans le domaine du désarmement mais un certain nombre d'organisations non gouvernementales actives et bien informées continuent de jouer un rôle important à cet égard. La Campagne devrait garder le contact avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent activement des questions de désarmement et, en particulier, chercher à coopérer avec les nombreux groupes de défense de l'intérêt général qui ont acquis une grande compétence dans des domaines de spécialisation bien définis. Faciliter les contacts et les échanges entre eux, dans la limite des ressources dont elle dispose, sera une des tâches importantes de la Campagne.

95. Il est proposé aussi d'utiliser les ressources disponibles pour ajouter aux organisations non gouvernementales, sur lesquelles l'attention a d'abord été concentrée, d'autres groupes jusqu'ici moins engagés tels que les parlementaires, les médias et le milieu de l'enseignement, vers lesquels il faudrait se tourner plus résolument.

96. Pour tenir les Etats Membres au courant des activités de la Campagne, il est proposé de tenir une consultation tous les ans au printemps pendant la session de la Commission du désarmement. Elle servirait non seulement à informer les Etats Membres mais aussi à recevoir d'eux des renseignements en retour et compléterait utilement les données reçues tous les ans du Conseil consultatif pour les questions de désarmement.

97. Il est suggéré aussi que, dans son rapport annuel sur la Campagne, le Secrétaire général soumette à l'examen des Etats Membres et des organisations une liste des projets qui pourraient être entrepris, qui indiquerait les activités proposées et les crédits requis pour les financer. Il serait ainsi plus facile de soutenir les activités choisies, même si, en même temps, d'autres fonds étaient requis pour couvrir les dépenses de personnel et les frais généraux.

98. Il faudrait s'attacher aussi à fournir aux écoles secondaires et aux établissements d'enseignement supérieur une documentation à l'usage des élèves et des étudiants aussi bien que des enseignants. La Campagne devrait chercher à renforcer sa coopération avec le milieu de l'enseignement ainsi qu'avec des organisations telles que, par exemple, l'Association internationale des recteurs d'université, en vue de contribuer à l'élaboration de programmes d'études sur la sécurité, la limitation des armements et le désarmement, et de préparer un manuel d'enseignement type facilement adaptable aux besoins des régions.

99. Il existe une forte demande de documentation audio-visuelle et elle ne fait qu'augmenter. Or, faute de crédits, la Campagne ne dispose que de quelques courts métrages, qui ne sont plus d'actualité. Si les crédits voulus peuvent être réunis grâce à des contributions spéciales, la Campagne devrait chercher à répondre à la demande générale de matériel visuel, notamment de cassettes vidéo destinées à l'enseignement. Il pourrait être fait appel à la coopération de sociétés de télévision à vocation culturelle.

100. Les activités exposées plus haut ne sont qu'un exemple de celles qui peuvent être utilement entreprises par la Campagne, en plus de celles qui existent déjà, pour constituer un programme d'information générale sur le désarmement visant à informer l'opinion publique, d'une façon objective, équilibrée et concrète en vue de l'éduquer et de lui faire comprendre, pour gagner son appui, l'importance d'une action multilatérale, notamment de la part des Nations Unies et de la Conférence du désarmement, dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement, à contribuer à ce que le secteur public et les groupes et organisations qui agissent dans l'intérêt général aient librement accès aux idées et à faciliter l'échange d'informations entre eux à ce sujet et à susciter un débat bien documenté sur la limitation des armements et les questions de désarmement, et à organiser les réunions pour faciliter les échanges de vues et d'informations entre des secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi qu'entre les experts gouvernementaux et autres experts pour contribuer à la recherche de terrains d'entente.

101. Toutefois, en dernière analyse, les activités de la Campagne ne pourront être menées que dans la mesure où des fonds seront disponibles. Si les contributions volontaires ne sont pas suffisantes, il ne sera pas possible de maintenir les activités à leur niveau actuel, des voies nouvelles devront rester inexploitées et les Nations Unies donneront l'impression qu'elles ne sont pas capables de répondre comme il convient à ce qu'exige l'évolution de la situation internationale dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement.

Annexe

FONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR LA CAMPAGNE MONDIALE POUR LE  
 DESARMEMENT : ETAT RECAPITULATIF DES RECETTES, DES DEPENSES,  
 DES CONTRIBUTIONS ANNONCEES ET DES RESSOURCES DISPONIBLES AU  
 30 JUIN 1990

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Monnaies convertibles</u>	<u>Monnaies non convertibles</u>	<u>Total</u>
<b>I. Recettes 1982-août 1989</b>			
Contributions annoncées par des Etats Membres	1 186 539	2 798 872	3 985 411
Contributions annoncées par des donateurs privés	131 696	-	131 696
Intérêts	194 641	-	194 641
<b>Total partiel</b>	<u>1 512 876</u>	<u>2 798 872</u>	<u>4 311 748</u>
<b><u>Septembre 1989-juin 1990</u></b>			
Contributions annoncées par des Etats Membres	180 584	1 603 143	1 783 727
Contributions annoncées par des donateurs privés	27 062	-	27 062
Intérêts	3 182	112	3 294
	<u>210 828</u>	<u>1 603 255</u>	<u>1 814 083</u>
<b>Recettes totales (1982-1990)</b>	<u>1 723 704</u>	<u>4 402 127</u>	<u>6 125 831</u>
<b>II. Dépenses</b>			
1982-août 1989	1 305 839	2 897 062	4 202 901
Septembre 1989-juin 1990	94 082	34 604	128 686
<b>Dépenses totales (1982-1989)</b>	<u>1 399 921</u>	<u>2 931 666</u>	<u>4 331 587</u>

/...

	<u>Monnaies convertibles</u>	<u>Monnaies non convertibles</u>	<u>Total</u>
<b>III. <u>Etat au 30 juin 1990</u></b>			
a) Contributions annoncées et contributions versées			
Montant total des contributions annoncées et des contributions versées (1982-1990)	1 723 704	4 402 127	6 125 831
A déduire : Montant versé	1 661 661	2 830 340	4 492 001
A ajouter : Gain net dû aux opérations de change sur le montant des contributions annoncées	<u>(3 766)</u>	<u>(28 917)</u>	<u>(32 683)</u>
Contributions annoncées mais non versées	<u>58 277</u>	<u>1 542 870</u>	<u>1 601 147</u>
b) Montant versé	1 661 661	2 830 340	4 492 001
A ajouter : Gain dû aux opérations de change sur le solde en espèces	(97 019)	492 700	395 681
A déduire : Dépenses totales (1982-1990)	<u>1 399 921</u>	<u>2 931 666</u>	<u>4 331 587</u>
Solde disponible au 30 juin 1990 (non compris les contributions annoncées mais non versées)	<u>164 721</u>	<u>391 374</u>	<u>556 095</u>

-----